

trouvé l'argent nécessaire pour poursuivre cette guerre?

Il est certain que nous aurions eu l'argent pour nous défendre; il est sûr que nous aurions pris les moyens de l'obtenir. Le gouvernement aurait trouvé l'argent pour défendre le pays, notre manière de vivre et nos libertés.

N'est-il pas tout à fait aussi important de défendre nos familles, nos enfants et de les empêcher de crever de faim dans un pays où l'abondance est débordante?

Je termine donc en demandant au gouvernement d'agir le plus rapidement possible, afin de mettre un terme à cette plaie immonde de notre civilisation, qui se prétend une civilisation avancée, raffinée, et qui pourtant laisse cette plaie, le chômage, sévir à la grandeur du pays.

(Traduction)

**M. Lewis:** Monsieur le président, à mon tour, j'aurais quelques mots à ajouter à certaines des propositions qu'ont faites les membres de notre groupe au cours de ce débat sur la situation économique. Je me rends bien compte que bon nombre de députés ont déjà abordé bien des sujets, mais je veux essayer de soulever certaines questions qui, d'après moi, n'ont pas encore retenu l'attention du gouvernement comme il se doit.

Il est vrai, bien sûr, que la situation économique s'est améliorée cette année au Canada, et le ministre des Finances en a éprouvé beaucoup de satisfaction. Ce serait plutôt mesquin de lui reprocher le peu de consolation que lui offrent une situation assez difficile et une tâche ardue, mais n'empêche que l'année 1962 se situe à la pointe du cycle économique et qu'une amélioration ne pouvait manquer de se produire. Mais ce qui est encore plus important pour le Canada et le ministre des Finances, c'est que tout semble indiquer, tant au pays que chez nos voisins du Sud, qu'en 1963, il se produira un autre ralentissement de l'activité économique. Il incombe donc au gouvernement, comme ce serait le devoir de tout gouvernement en pareilles circonstances, de planifier notre économie afin que nous puissions affronter la situation qui surviendra l'an prochain.

Tous les indices économiques ont émis ce signal de danger à propos de l'année prochaine, et quoi que le ministre puisse dire à des fins politiques, j'ai appris durant mon court séjour dans cette enceinte à respecter assez son intelligence pour me sentir certain qu'il sait aussi bien que moi ou n'importe qui que nous aurons à faire face à des moments difficiles au tournant de la nouvelle année.

Cependant, afin d'embellir encore le tableau, le ministre s'est livré à quelques tours de passe-passe avec les données statistiques. Par exemple, il a persisté à comparer les

chiffres du deuxième trimestre de 1962 avec ceux du premier trimestre de 1961. Il sait, j'en suis sûr, que c'est une façon tout à fait mauvaise d'envisager les statistiques et qu'il est absolument mal de faire de telles comparaisons. Je suppose qu'il cherchait des petits sujets de consolation, et je répète qu'il serait mesquin de lui refuser cette satisfaction, mais j'aimerais signaler ce qui arrive lorsqu'il se livre à de telles comparaisons.

Il nous a fait savoir que le produit national brut pour le deuxième trimestre de 1962 a été de presque quatre milliards de dollars plus élevé que pendant le premier trimestre de 1961. Cela est tout à fait exact, mais si, comme il aurait dû le faire et comme tout économiste lui aurait conseillé de faire, il avait comparé les chiffres du deuxième trimestre 1962 avec ceux du deuxième trimestre 1961, il aurait constaté que l'augmentation n'a été que de 2.9 milliards de dollars, au lieu des 4 milliards dont il parlait.

Il y a d'autres escamotages tout aussi mystérieux au long de l'exposé que le ministre a fait et des comparaisons statistiques auxquelles il s'est livré. Ni moi ni les autres membres de mon groupe ne nous inquiétons de ce genre d'exercice, quels que soient l'innocence et le charme—au moins le charme—avec lesquels la chose a été amenée.

Ce que nous, à ce bout-ci, avons tâché de faire comprendre à la Chambre et à la population, c'est que le Canada est en butte à un problème de chômage à long terme et à un autre problème, également à long terme, celui d'élaborer un programme qui fera croître notre économie de manière qu'elle puisse nous guérir de ce chômage à long terme. Ce que nous nous sommes efforcés de faire valoir auprès de la Chambre et de la population, c'est la nécessité d'envisager d'une façon toute nouvelle le rôle que doit jouer le gouvernement dans notre société.

Jetons un coup d'œil, monsieur le président, sur les réductions que comportent les crédits révisés. Voyez celle de 8.5 millions dont est frappée notre contribution au plan de Colombo. C'est 17 p. 100 d'enlevés à la somme mesquine de 50 millions que nous destinions à ce programme d'aide internationale. Sans vouloir offenser qui que ce soit, je dirai au comité qu'une telle réduction n'est pas qu'un geste avaricieux commis à la face d'un monde qui a tant besoin de générosité, c'est aussi un geste qui nuit au Canada lui-même, car, le ministre des Finances le sait fort bien, nos contributions au plan de Colombo se font sous forme de biens et services. C'est dire que cette réduction, loin de nous faire épargner du change, ne fait que ralentir encore un peu l'économie canadienne.

Regardez les épargnes qui, dans le domaine de la construction, se répètent à travers les